



Eurocratia

Tribune – Pour une Grande Cause Européenne de l’Égalité femmes-hommes

par Juliette de Causans, @JulietteCausans, co-Présidente du Think tank *Eurocratia*, Secrétaire générale de l’Association *Nous Sommes Leurs Voix*

Avec Emmanuel Macron, Président de la République, l’égalité femmes-hommes a pris une toute autre envergure puisqu’elle est devenue la Grande Cause du quinquennat, l’un des axes transversaux d’action du gouvernement et l’élément clef de la présidence du G7 par la France au travers de la diplomatie féministe.

Les résultats sont visibles puisque la France a obtenu le score de 100 sur 100 de la Banque mondiale concernant l’égalité des droits légaux entre les femmes et les hommes devant des pays tel que les États-Unis. Par ailleurs, la représentation des femmes au sein de l’Assemblée nationale a fait un bond grâce à la politique volontariste d’investiture paritaire de la République en Marche, parti du Président.

Si la cause des femmes est portée à l’échelle nationale et internationale, elle est aussi une action du quotidien en termes d’écoute comme l’a démontrée la visite surprise d’Emmanuel Macron à Pessac, le 28 février dernier, dans le cadre d’un Grand Débat au féminin. Au cours de ce grand débat rediffusé en direct par de nombreuses chaînes, des faits du quotidien féminin ont été abordés telle que la difficulté d’accès à des protections hygiéniques pour les femmes en précarité. Nombre de personnalités se sont, par la suite, insurgées que le mot « règles » ait eu l’outrecuidance d’être prononcé devant le Président de tous les Français, qui est aussi - nous le rappelons, le Président de toutes les Françaises.

Les problèmes féminins seraient-ils moins importants que celui des autres membres de la population française ? Il semble que non puisque les inégalités femmes-hommes coûteraient pas moins de 62 milliards euros à la collectivité française. La conciliation vie professionnelle et vie personnelle étant l’un des principaux freins au développement de la carrière professionnelle des femmes, de leurs compétences, et donc une source de perte de croissance pour l’économie et de bien-être pour la société en général. Le harcèlement de rue, les injures sexistes, le partage de l’espace public et privé, l’accès aux fonds publics, la faible représentation des femmes, notamment dans le secteur du numérique, les discriminations sur le marché de l’emploi, font de ce monde un espace moins propice au bonheur et à la croissance, ceci, la France semble l’avoir bien compris. Le gouvernement français s’affaire sur la question avec le Premier Ministre, la Secrétaire d’État à l’Égalité Marlène Schiappa, la ministre du travail Muriel Pénicaud pour ne citer qu’eux. De toute évidence, la France a pris un rôle phare dans le domaine et assume sa ligne. Elle continuera à le faire, notamment, à l’occasion de la présidence française du Conseil de l’Europe où elle ne manquera pas de promouvoir la Convention du Conseil de l’Europe pour l’élimination des violences conjugales et domestiques (dite Convention d’Istanbul).



Eurocratia

L'Union européenne a été pionnière dans la défense du droit des femmes grâce à la jurisprudence volontariste de sa Cour de Justice et à ses nombreuses directives. De nombreux acquis favorables aux femmes sont le résultat d'actions ou normes européennes. Ainsi, les droits à retraite des personnes travaillant à temps partiel furent alignés sur ceux des emplois à temps plein afin de ne pas discriminer les femmes plus susceptibles de les occuper.

Les droits des femmes sont profondément liés au bon fonctionnement de la société puisque les femmes assurent majoritairement le rôle d'aidant, les métiers dit du *care* ou des services, la charge mentale des foyers. Lorsqu'elles vivent en situation de parent isolé, c'est leur intégration même dans le marché du travail qui pose problème allant de situation d'emploi partiel forcé ou de chômage faute de pouvoir se rendre à des entretiens. L'éducation des enfants peut aboutir à un véritable décrochage des mères en termes d'employabilité du fait de leur perte de relation avec le marché de l'emploi durant plusieurs années y compris lorsqu'elles sont diplômées en formation initiale.

Ces faits combinés avec les processus de discrimination à l'embauche, à la promotion sont un facteur d'inégalité mais aussi de perte de performance pour les entreprises. Enfin, la baisse de la natalité induite pèse sur le système des retraites de l'Europe.

L'économie européenne possède là une manne de croissance inexploitée. À côté de la croissance verte, doit donc être développée d'urgence la croissance équitable liée à l'égalité femmes-hommes.

La création d'une grande cause européenne de l'égalité femmes-hommes serait un symbole fort pour permettre le déploiement d'une politique publique européenne en matière d'égalité plus visible et d'un agenda européen dédié.

Les femmes européennes doivent pouvoir déployer leur potentiel d'innovation et de création, ceci étant déterminant pour que l'Europe comble son retard face aux Etats-Unis.

Dans le cadre de la grande cause européenne de l'égalité femmes-hommes, la création d'un fonds de cohésion égalité serait l'une des premières mesures à prendre. Il financerait l'implantation de crèches y compris sur les territoires les plus isolés d'Europe, la formation des parents en congé parental – par exemple vers les secteurs de l'innovation, la création d'espace de garde et de jeux au sein des grandes entreprises, le financement de congés parentaux augmentés et d'autres dispositifs de rencontre intergénérationnels mais aussi d'orientation des filles vers les secteurs porteurs scientifiques. Le permis conduire, l'acquisition d'une voiture, l'octroi d'un logement social pourraient être favorisés grâce à ce fonds au profit des mères isolées ou des victimes de violences conjugales. Il serait aussi possible d'envisager un congé parental Erasmus afin de permettre l'apprentissage de langues européennes à l'occasion de l'arrivée d'un enfant ou la création de crèches multilingues



Eurocratia

europeennes. Après tout, pourquoi se contenter de créer des universités européennes alors qu'il serait possible de favoriser le multilinguisme dès l'enfance ? Pourquoi ne pas faire du congé parental un atout dans la carrière d'une femme plutôt qu'une césure dramatique pour son employabilité ? Ce fonds de cohésion Égalité pourrait aussi servir à financer des centres d'hébergement d'urgence pour femmes victimes de violences conjugales ainsi que des foyers pour jeunes mères souhaitant poursuivre leurs études à la suite d'une grossesse. La formation à distance et le télétravail pouvant être accompagnés afin de permettre la conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle.

Enfin, la question de la « taxe rose » concernant les produits d'hygiène féminins (serviettes, tampons, coupes menstruelles) et de la contraception pourrait être traitée par une exonération de TVA et/ou la mise en place de distributeurs au sein des collèges, lycées, centres d'hébergement. Le fonds de cohésion Égalité pouvant participer au financement de ces dispositifs ainsi qu'une révision de la directive TVA. La question de la charge du genre ne devant pas être éludée.

Cette grande cause permettrait de penser la non réversibilité du droit des femmes, notamment, à disposer de leurs corps en matière de contraception et de grossesse (IVG inconditionnelle jusqu'à 14 semaines et prise en charge des mères en situation de précarité) mais aussi de réfléchir plus profondément à nos relations commerciales avec les pays tiers. L'Union européenne pourrait ainsi imposer des clauses égalité dans tous ses accords commerciaux forte de sa place de premier marché du monde et appuyer sa diplomatie féministe, notamment, à l'égard de pays pratiquant l'apartheid sexiste au travers le régime de tutelle des femmes, le voilement obligatoire ou faisant preuve d'un trop grand laxisme dans le combat contre les mutilations génitales féminines (excision).

L'Europe de demain, doit être une Europe humaine où le plein potentiel du bonheur humain doit pouvoir s'exprimer dans le respect de chacun quel que soit son genre, son âge, son orientation sexuelle. Ce potentiel ne se développera que par la prise en charge collective des différences de genre, de l'éducation des enfants, de l'aide aux personnes âgées. Par définition, une parentalité plus heureuse et mieux prise en charge permettra le maintien d'un haut niveau de natalité source des cotisations des retraites de demain. C'est toute la survie de notre système social qui en dépend.

L'Europe de demain doit porter haut et fort ses valeurs humanistes afin d'assurer l'exportation d'un modèle de société égalitaire entre femmes et hommes. Les femmes européennes doivent prendre leur place dans la société, dans le monde de l'entreprise et dans la politique internationale. Elles doivent participer pleinement au destin du monde.

L'Égalité femmes-hommes doit être la grande cause européenne à venir, à l'image de la France, avec le développement d'une réflexion économique et sociale fondée sur les disparités sociales de genre, la lutte contre le sexisme, le développement d'une diplomatie



Eurocratia

européenne féministe, l'adoption d'une Commission européenne paritaire, de même pour toutes les institutions représentatives d'Europe. Le droit de vivre dans un monde non sexiste doit être effectif. Il s'agit là d'une question impérieuse de Justice à l'échelle du continent et du monde, de l'un des enjeux majeurs de notre civilisation européenne.

A plus long terme encore, ce n'est que par l'adoption d'une ligne philosophique et éthique claire que les valeurs européennes humanistes résisteront aux évolutions technologiques et biotechnologiques ainsi qu'à la montée des fondamentalismes à travers le monde. La possibilité du choix du sexe de l'enfant *in utero*, la création possible à terme d'un utérus artificiel seront autant de défis voire de dangers concernant la place de la femme et de la maternité dans nos sociétés. Ce n'est que par l'élimination du sexism, l'instauration d'une égalité réelle et le refus d'une atteinte irrémédiable de l'équilibre entre les genres que ces évolutions (dont certaines devront être refusées) seront sans effet néfaste sur l'humanité.

En tant qu'européenne, je porterai ce thème de l'égalité au cœur du projet européen et j'appelle tous les humanistes à faire de même.